

Rapport Annuel
2002

IMAFLEX

À la recherche de l'excellence



PROFIL DE L'ENTREPRISE

Imaflex inc. se spécialise dans la fabrication et la vente de pellicules en polyéthylène «sur mesure» convenant aux divers besoins en emballage de nos clients. Ces pellicules d'emballage sont utilisées directement par nos clients pour protéger leurs produits, ou elles sont utilisées par des clients qui transforment nos pellicules en sacs unis ou imprimés de toutes sortes et/ou en rouleaux imprimés, dans leurs opérations de transformation, pour satisfaire les besoins de leurs propres clients. Imaflex emploie environ 85 personnes dans son usine de fabrication située à Montréal (Québec). Imaflex recycle 100 pour cent de ses déchets, la plupart à l'interne, ce qui accroît le rendement.

Canslit inc., la filiale en propriété exclusive, se spécialise dans la métallisation de nombreux produits à base de polymère, notamment le polyester, le nylon, le polypropylène et le polyéthylène. Cela est réalisé par l'application sous vide d'une mince couche de vapeurs d'aluminium sur la surface de la pellicule à base de polymère. Les films métallisés servent généralement dans l'emballage d'aliments. Cependant, ces films sont aussi utilisés pour l'isolation, la photographie, l'aérospatiale et beaucoup d'autres industries. Canslit emploie environ 15 personnes dans son usine de fabrication située à Victoriaville (Québec).



DANS TOUTES LES ENTREPRISES PROSPÈRES, LA CLÉ DU SUCCÈS RÉSIDE DANS LA MAÎTRISE DE TROIS PRINCIPES DE GESTION:

- > UNE VISION CLAIRE DES OBJECTIFS
- > DES ACTIONS PRISES AU MOMENT PROPICE
- > L'ENGAGEMENT ENVERS LE CLIENT

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION CONNAÎT, COMPREND ET VIT EN ACCORD AVEC CES PRINCIPES ESSENTIELS EN AFFAIRES.

FAITS SAILLANTS

(en dollars sauf les données par action)

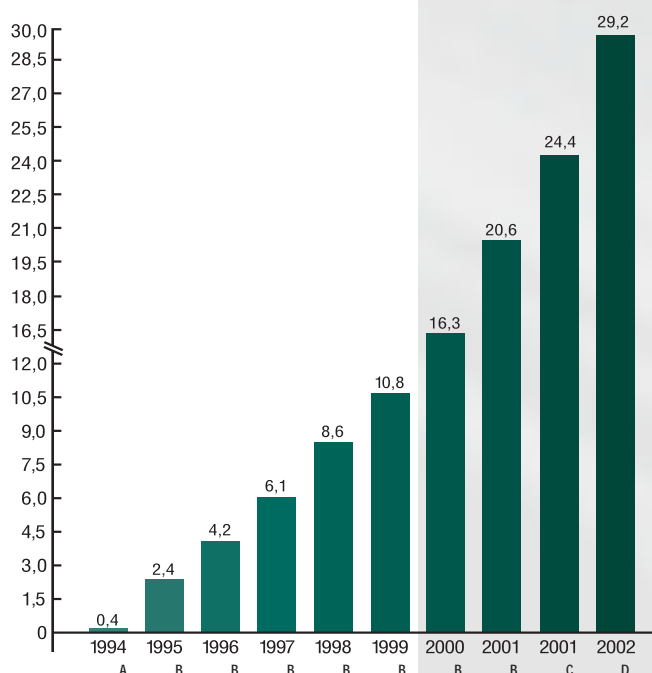
	Exercice terminé le 31 décembre 2002	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001(*)	% de variation l'année en cours/période précédante	Exercice terminé le 31 janvier 2001	Exercice terminé le 31 janvier 2000	Exercice terminé le 31 janvier 1999	Exercice terminé le 31 janvier 1998
Exploitation							
Chiffres d'affaires	29 184 831 \$	24 366 170 \$	19,8%	20 558 115 \$	16 320 773 \$	10 781 895 \$	8 550 614 \$
Bénéfice net	739 785	71 363	936,7%	1 033 715	684 424	144 133	379 896
Bénéfice net par action	0,024	0,002	1100,0%	0,034	0,023	0,006	0,016
BAIT ⁽¹⁾	1 518 559	837 378	81,3%	1 816 018	1 278 728	459 326	582 327
BAITDA ⁽²⁾	2 888 028	1 910 482	51,2%	2 564 143	1 894 265	903 724	844 316
BAITDA par action	0,093	0,062	50,0%	0,085	0,063	0,038	0,036
Situation financière							
Fonds de roulement	1 151 989	863 322	33,4%	1 231 817	946 787	638 544	(39 304)
Immobilisations	10 039 595	7 981 279	25,8%	6 149 982	4 126 607	3 269 225	2 483 762
Total de l'actif	17 249 269	15 633 974	10,3%	11 639 557	8 823 434	6 634 763	5 196 683
Total de la dette à long terme (y compris contrats de location-acquisition)	6 434 957	5 205 737	23,6%	3 289 014	1 954 393	1 735 604	1 510 884
Capitaux propres	5 060 498	4 302 713	17,6%	4 118 850	3 081 149	2 532 875	1 167 946

(1) Bénéfice avant intérêts et taxes

(2) Bénéfice avant intérêts, taxes, dépréciation et amortissement

(*) Variation en fin d'exercice

CHIFFRES D'AFFAIRES
(en millions de dollars)



A Représente une période de sept mois arrêtée le 31 janvier.

B Représente l'exercice terminé le 31 janvier.

C Représente une période de onze mois arrêtée le 31 décembre.

D Représente l'exercice terminé le 31 décembre.

RAPPORT À NOS ACTIONNAIRES

INTRODUCTION

Les résultats de l'exercice en cours incluent les résultats d'Imaflex inc. et de sa filiale en propriété exclusive, Canslit inc., acquise le 29 mars 2001.

En 2001, la fin d'année financière d'Imaflex a été ramenée au 31 décembre pour l'harmoniser avec celle de Canslit et faciliter les déclarations des exercices à venir. En conséquence, les résultats de l'exercice financier sont composés d'une période de douze mois allant du 1er janvier au 31 décembre 2002. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient une période de onze mois allant du 1er février au 31 décembre 2001.

RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, le chiffre d'affaires a enregistré une croissance soutenue avec une nette amélioration du bénéfice net.

Le bénéfice net pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'est établi à 739 785 \$, ou 0,024 \$ par action, soit une augmentation de 936,7 % comparativement à un bénéfice net de 71 363 \$, ou 0,002 \$ par action pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001. L'amélioration significative est principalement attribuable à une réduction de la perte des opérations de métallisation de Canslit et à l'inclusion, dans les résultats de l'année précédente, des frais non-récurrents de restructuration de 350 000 \$ chez Canslit. Les activités d'extrusion d'Imaflex ont dégagé un bénéfice net de 982 677 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, comparativement à 946 701 \$ pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001. Les activités de métallisation de Canslit ont subi une perte nette de 242 892 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, comparativement à 875 338 \$ pour les neuf mois arrêtés le 31 décembre 2001.

Le chiffre d'affaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'est établi à 29 184 831 \$ comparativement à 24 366 170 \$ pour les onze mois

arrêtés le 31 décembre 2001, une augmentation de 4 818 661 \$ ou 19,8 %. Le chiffre d'affaires d'Imaflex a augmenté de 3 243 145 \$ à 24 369 991 \$ résultant d'un mois additionnel de ventes et d'une augmentation de production suite à l'installation de nouvel équipement pendant le premier trimestre de l'année en cours. Le chiffre d'affaires de Canslit a augmenté de 1 575 516 \$ à 4 814 840 \$ principalement en raison du volume de chiffre d'affaires plus élevé résultant du plan de restructuration mis en place au cours de l'année précédente et de trois mois additionnels de ventes inclus pour l'année en cours comparativement à l'exercice précédent.

PERSPECTIVE DE LA DIRECTION

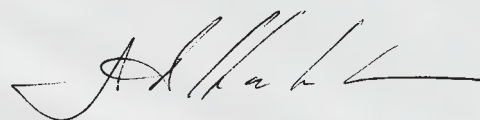
Après un exercice financier favorable en 2002, malgré la baisse de demande et la hausse des coûts des matières premières au cours des six derniers mois de l'année, les activités d'Imaflex poursuivent leur croissance.

Canslit a réduit de façon importante ses pertes d'opération en 2002 et les opérations ont été intégrées de façon rentable.

La direction est confiante en son habilité à croître son chiffre d'affaires et en sa capacité à augmenter sa profitabilité en 2003, et cela, malgré l'incertitude du climat économique.

Nous tenons à remercier particulièrement nos employés pour leur dévouement envers la prospérité et l'expansion de la Société ainsi que nos actionnaires, nos clients et nos fournisseurs de leur confiance et de leur soutien.

Le président et chef de la direction



Joseph Abbandonato

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

	CHIFFRE D'AFFAIRES		BÉNÉFICE NET	
	Exercice terminé le 31 décembre 2002	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001	Exercice terminé le 31 décembre 2002	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001
Premier trimestre	6 771 473 \$	6 699 927 \$	171 297 \$	259 309 \$
Deuxième trimestre	7 384 003	6 351 620	182 183	(423 062)
Troisième trimestre	7 698 369	6 868 488	313 685	40 155
Quatrième trimestre	7 330 986	4 446 135(*)	72 620	194 961(*)
	29 184 831 \$	24 366 170 \$	739 785 \$	71 363 \$

	BAITDA		BÉNÉFICE PAR ACTION	
	Exercice terminé le 31 décembre 2002	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001	Exercice terminé le 31 décembre 2002	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001
Premier trimestre	728 048 \$	725 926 \$	0,006 \$	0,008 \$
Deuxième trimestre	742 299	68 184	0,006	(0,014)
Troisième trimestre	868 025	562 108	0,010	0,001
Quatrième trimestre	549 656	554 264(*)	0,002	0,007(*)
	2 888 028 \$	1 910 482 \$	0,024 \$	0,002 \$

(*) Représente une période de deux mois

PRINCIPAUX RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Information sélectionnée sur le bilan	IMAFLEX	IMAFLEX	CANSLIT	CANSLIT	IMAFLEX	IMAFLEX
	31 décembre 2002	31 décembre 2001	31 décembre 2002	31 décembre 2001	CONSOLIDÉ 31 décembre 2002	CONSOLIDÉ 31 décembre 2001
Actif						
Comptes clients	3 778 950 \$	4 017 440 \$	851 963 \$	666 912 \$	4 630 913 \$	4 684 352 \$
Stocks	1 883 000	1 449 500	513 000	366 200	2 396 000	1 815 700
Dépôts liés aux immobilisations	49 486	575 792	-	-	49 486	575 792
Immobilisations	8 702 635	6 519 332	1 336 960	1 461 947	10 039 595	7 981 279
Passif						
Comptes fournisseurs et charges à payer	3 729 089	3 845 218	505 122	921 392	4 234 211	4 766 610
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	1 013 571	703 031	370 000	45 000	1 383 571	748 031
Dette à long terme	3 492 659	2 482 141	1 437 500	1 507 500	4 930 159	3 989 641

Information sélectionnée sur l'état des revenus	IMAFLEX	IMAFLEX	CANSLIT	CANSLIT	IMAFLEX	IMAFLEX
	31 décembre 2002 (12 mois)	31 décembre 2001 (11 mois)	31 décembre 2002 (12 mois)	31 décembre 2001 (9 mois)	CONSOLIDÉ 31 décembre 2002 (12 mois)	CONSOLIDÉ 31 décembre 2001 (11 mois)
Chiffres d'affaires	24 369 991 \$	21 126 846 \$	4 814 840 \$	3 239 324 \$	29 184 831 \$	24 366 170 \$
Bénéfice brut (\$)	5 084 154	4 525 262	371 326	257 226	5 455 480	4 782 488
Bénéfice brut (%)	20,9%	21,4%	7,7%	7,9%	18,7%	19,6%
Charges						
Frais de vente et d'administration	2 144 795	1 965 386	242 181	444 207	2 386 976	2 409 593
Amortissement des immobilisations	1 098 201	856 662	271 268	216 442	1 369 469	1 073 104
Intérêts	276 965	234 604	111 717	129 374	388 682	363 978
Provision pour impôts	421 148	425 329	(31 056)	(23 292)	390 092	402 037
Bénéfice net (perte)	982 677	946 701	(242 892)	(875 338)	739 785	71 363
BAITDA	2 778 991	2 463 296	109 037	(552 814)	2 888 028	1 910 482

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

INTRODUCTION

L'analyse suivante doit être lue conjointement avec les états financiers de la Société et les notes afférentes.

Les résultats de l'exercice en cours incluent les résultats d'Imaflex inc. et de sa filiale en propriété exclusive, Canslit inc., acquise le 29 mars 2001.

En 2001, la fin d'année financière d'Imaflex a été ramenée au 31 décembre pour l'harmoniser avec celle de Canslit et faciliter les déclarations des exercices à venir. En conséquence, les résultats de l'exercice financier sont composés d'une période de douze mois allant du 1er janvier au 31 décembre 2002. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient une période de onze mois allant du 1er février au 31 décembre 2001.

RESULTATS

Le bénéfice net pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'est établi à 739 785 \$, ou 0,024 \$ par action, soit une augmentation de 936,7 % comparativement à un bénéfice net de 71 363 \$, ou 0,002 \$ par action pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001. L'amélioration significative est principalement attribuable à une réduction de la perte des opérations de métallisation de Canslit et à l'inclusion, dans les résultats de l'année précédente, des frais non-récurrents de restructuration de 350 000 \$ chez Canslit. Les activités d'extrusion d'Imaflex ont dégagé un bénéfice net de 982 677 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, comparativement à 946 701 \$ pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001. Les activités de métallisation de Canslit ont subi une perte nette de 242 892 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, comparativement à 875 338 \$ pour les neuf mois arrêtés le 31 décembre 2001.

Le chiffre d'affaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'est établi à 29 184 331 \$ comparativement à 24 366 170 \$ pour les onze mois

arrêtés le 31 décembre 2001, une augmentation de 4 818 661 \$ ou 19,8 %. Le chiffre d'affaires d'Imaflex a augmenté de 3 243 145 \$ à 24 369 991 \$ résultant d'un mois additionnel de ventes et d'une augmentation de production suite à l'installation de nouvel équipement pendant le premier trimestre de l'année en cours. Le chiffre d'affaires de Canslit a augmenté de 1 575 516 \$ à 4 814 840 \$ principalement en raison du volume de chiffre d'affaires plus élevé résultant du plan de restructuration mis en place au cours de l'année précédente et de trois mois additionnels de ventes inclus pour l'année en cours comparativement à l'exercice précédente.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002, le bénéfice brut est de 5 455 480 \$ ou 18,7 % du chiffre d'affaires, comparativement à 4 782 488 \$ ou 19,6 % du chiffre d'affaires pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001. La diminution de la marge de bénéfice brut est attribuable à un marché plus faible et aux coûts de matières premières plus élevés au cours des six derniers mois de 2002.

L'amortissement des immobilisations s'est accru de 296 365 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002 par rapport aux onze mois arrêtés le 31 décembre 2001 en raison de l'important programme d'immobilisations des dernières années et un mois additionnel de dépenses pour l'année en cours.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002, les intérêts ont enregistré une hausse de 24 704 \$ par rapport aux onze mois arrêtés le 31 décembre 2001, résultant d'un mois additionnel de dépenses pour l'année en cours. Des niveaux plus élevés de la dette à long terme rendus nécessaire par le programme significatif d'achat d'équipements de fabrication supplémentaires de la Société ont eu comme conséquence les coûts accrus d'intérêt, qui ont été compensés par l'épargne d'intérêt sur les emprunts à court terme plus bas pendant 2002.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

RESULTATS (suite)

Autres charges représentent 0,6 % du chiffre d'affaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 comparativement à 0,5 % du chiffre d'affaires pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001.

En juillet 2001, Canslit a assumé des frais de restructuration de 350 000 \$ pour la rationalisation des activités situées à Milton, en Ontario et à Pointe-Claire, au Québec dans une plus grande installation à Victoriaville, au Québec. Le plan comprenait le regroupement de certaines fonctions afin de mieux gérer les activités de fabrication et d'administration. Les frais de restructuration comprenaient les coûts de cessation d'emploi et de déménagement. La rationalisation s'est terminée à la fin de décembre 2001.

Le taux d'imposition effectif pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 est passé de 85 % pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001 à 35 %, reflétant des pertes d'opérations non reconnues pour fins d'impôts de Canslit, plus faibles durant 2002.

BILAN

Comparaison du 31 décembre 2002 par rapport au 31 décembre 2001.

L'actif total a augmenté de 1 615 295 \$ pour s'établir à 17 249 269 \$ au 31 décembre 2002 comparativement à 15 633 974 \$ au 31 décembre 2001.

L'actif à court terme s'est accru de 133 285 \$ pour s'établir à 7 047 688 \$ au 31 décembre 2002 comparativement à 6 914 403 \$ au 31 décembre 2001 en raison des facteurs suivants :

- diminution des comptes clients de 53 439 \$. Le délai moyen de règlement des comptes clients était de 58 jours au cours de l'exercice courant, par rapport à 64 jours durant la période précédente;
- augmentation des stocks de 580 300 \$ résultant d'une augmentation de l'inventaire en prévision d'une augmentation du prix des matières premières; et

- diminution de l'encaisse de 396 310 \$ résultant de l'augmentation des stocks.

Les dépôts pour les immobilisations ont diminué de 526 306 \$ à 49 486 \$ au 31 décembre 2002 comparativement à 575 792 \$ au 31 décembre 2001 en raison de l'achèvement dès juillet 2002 de du programme d'achat d'équipements de fabrication supplémentaires de la Société.

Les immobilisations ont progressé de 2 058 316 \$ pour s'établir à 10 039 595 \$ au 31 décembre 2002 comparativement à 7 981 279 \$ au 31 décembre 2001 en raison de l'achat d'équipements de fabrication supplémentaires de la Société.

Le total du passif s'est chiffré à 12 188 771 \$ au 31 décembre 2002, soit une hausse de 857 510 \$ comparativement à 11 331 261 \$ au 31 décembre 2001.

Le passif à court terme a diminué de 155 382 \$ pour s'établir à 5 895 699 \$ au 31 décembre 2002 comparativement à 6 051 081 \$ au 31 décembre 2001 en raison des facteurs suivants :

- diminution des comptes fournisseurs imputable à un niveau moins élevé de certaines dépenses;
- diminution d'obligations en vertu des contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an; et une
- augmentation de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an imputable à de nouveaux emprunts.

La dette à long terme s'est accrue de 940 518 \$ pour atteindre 4 930 159 \$ au 31 décembre 2002 comparativement à 3 989 641 \$ au 31 décembre 2001, principalement en raison du financement de l'expansion de la capacité de fabrication d'Imaflex pendant 2002.

Au 31 décembre 2002, le passif d'impôts futurs s'est élevé à 1 362 913 \$, soit une hausse de 193 117 \$ comparativement à 1 169 796 \$ au 31 décembre 2001. La cause principale est un amortissement accéléré des immobilisations aux fins d'impôt.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

FLUX DE TRÉSORERIE

Les flux de trésorerie net tirés de l'exploitation au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002 ont atteint 1 887 534 \$ par rapport à 1 383 705 \$ au cours des onze mois arrêtés le 31 décembre 2001, attribuable principalement à une hausse du bénéfice net.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, les activités de financement ont procuré des ressources s'élevant à 1 266 440 \$ comparativement à un décaissement de 241 296 \$ pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001, résultant de l'achat d'équipements significatif de fabrication supplémentaires de la Société durant 2002.

Les activités d'investissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 ont nécessité des dépenses en espèces nettes de 3 550 284 \$ comparativement à 746 099 \$ au cours des onze mois arrêtés le 31 décembre 2001, à la suite de l'augmentation des achats d'équipements de fabrication durant 2002.

FACTEURS TOUCHANT L'ENTREPRISE

Imaflex évolue dans un marché concurrentiel occupé par de nombreux participants. Afin de faire face et gérer efficacement la croissance récente et de gérer efficacement la croissance future, Imaflex améliore continuellement ses systèmes financiers et d'exploitation, ses systèmes intégrés de gestion ainsi que ses méthodes et ses contrôles. La prospérité d'Imaflex revient en grande partie à l'apport continu de ses employés et à la capacité de la Société à attirer et à conserver du personnel de direction, de ventes et d'exploitation compétent.

Le marché de 30 milliards de dollars dans lequel la Société est en concurrence a, par le passé, démontré une résistance et une croissance même au cours des pires périodes économiques. Les clients de la Société oeuvrent principalement dans le secteur de l'emballage alimentaire. Ce fait, combiné à l'accroissement des gammes de produits et à la fiabilité d'équipement plus neuf et plus rapide, devraient aider la Société à surmonter la volatilité potentielle causée par les événements géopolitiques.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'information figurant dans le rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction et ils comprennent la sélection de principes comptables appropriés ainsi que les jugements et estimations nécessaires à la préparation de ces documents conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. L'information financière figurant ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle contenue dans les états financiers consolidés.

Afin d'assurer avec un degré raisonnable l'intégrité de l'actif ainsi que la pertinence et la fiabilité de l'information, la direction a mis au point et tient à jour un système de contrôles internes. L'exigence relative au respect des normes les plus élevées en matière de déontologie à observer par les employés dans leurs activités fait partie de ce système.

Le conseil d'administration, par l'intermédiaire d'un comité de vérification, est chargé de déterminer si la direction s'acquitte de ses responsabilités dans la préparation des états financiers et dans le maintien du contrôle financier des opérations. Le comité de vérification recommande les vérificateurs indépendants qui doivent être nommés par les actionnaires. Il rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs indépendants pour discuter des questions d'information financière, des contrôles internes et des questions de vérification et fait état de ses conclusions auprès du conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants ont un accès non restreint au comité de vérification. Le comité de vérification passe les états financiers en revue avec la direction et les vérificateurs indépendants avant de les présenter au conseil d'administration aux fins d'approbation.



Joseph Abbandonato
Président et chef de la direction

Montréal, Canada
Le 7 février 2003



Roberto Longo, c.a.
Contrôleur de la Société

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié les bilans consolidés d'Imaflex Inc. aux 31 décembre 2002 et 2001 et les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 décembre 2002 et la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2002 et 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 et la période arrêtée au 31 décembre 2001, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG LLP

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 7 février 2003

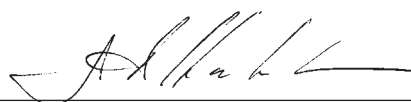
BILANS CONSOLIDÉS

31 décembre 2002 et 2001

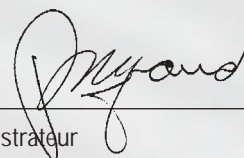
	2002	2001
Actif		
Actif à court terme :		
Encaisse	- \$	396 310 \$
Comptes clients (note 4)	4 630 913	4 684 352
Stocks (note 5)	2 396 000	1 815 700
Charges payées d'avance	20 775	18 041
	7 047 688	6 914 403
Dépôts liés aux immobilisations	49 486	575 792
Immobilisations (note 6)	10 039 595	7 981 279
Placement à long terme (note 7)	112 500	162 500
	17 249 269 \$	15 633 974 \$
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme :		
Dette bancaire (note 8)	19 220 \$	- \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	4 234 211	4 766 610
Impôts exigibles	137 470	189 118
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 9)	1 383 571	748 031
Tranche des obligations en vertu des contrats de location-acquisition, échéant à moins d'un an (note 10)	121 227	347 322
	5,895,699	6,051,081
Dette à long terme (note 9)	4 930 159	3 989 641
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition (note 10)	-	120 743
Impôts futurs (note 11)	1 362 913	1 169 796
Capitaux propres :		
Capital-actions (note 12)	1 940 615	1 922 615
Bénéfices non répartis	3 119 883	2 380 098
	5 060 498	4 302 713
Engagements (note 14)		
Éventualités (note 15)		
	17 249 269 \$	15 633 974 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



Administrateur



Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

	2002	2001
	(12 mois)	(11 mois)
Chiffre d'affaires	29 184 831 \$	24 366 170 \$
Coût des marchandises vendues	23 729 351	19 583 682
Bénéfice brut	5 455 480	4 782 488
Charges :		
Frais de vente et d'administration	2 386 976	2 409 593
Amortissement des immobilisations	1 369 469	1 073 104
Intérêts	388 682	363 978
Autres	180 476	112 413
	4 325 603	3 959 088
Bénéfice avant la charge de restructuration et les impôts	1 129 877	823 400
Charge de restructuration (note 3)	-	350 000
Bénéfice avant les impôts	1 129 877	473 400
Provision pour impôts (note 11)	390 092	402 037
Bénéfice net	739 785	71 363
Bénéfices non répartis au début de la période	2 380 098	2 308 735
Bénéfices non répartis à la fin de la période	3 119 883 \$	2 380 098 \$
Bénéfice de base et dilué par action	0,024 \$	0,002 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

	2002 (12 mois)	2001 (11 mois)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Bénéfice net	739 785 \$	71 363 \$
Ajustements :		
Amortissement des immobilisations	1 369 469	1 073 104
Impôts futurs	193 117	183 037
Variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation (note 16)	(414 837)	56 201
	1 887 534	1 383 705
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		
Augmentation (diminution) de la dette bancaire	19 220	(35 519)
Émission de dette à long terme	2 300 000	1 000 000
Remboursement de la dette à long terme	(723 942)	(1 116 524)
Remboursement d'obligations en vertu des contrats de location-acquisition	(346 838)	(201 753)
Émission de capital-actions	18 000	112 500
	1 266 440	(241 296)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	(3 600 284)	(936 056)
Acquisition d'une entreprise, déduction faite de l'encaisse (note 3)	-	(43 230)
Remboursement partiel du placement à long terme	50 000	-
Produit de l'aliénation d'immobilisations	-	779 979
Augmentation des dépôts sur immobilisations	-	(546 792)
	(3 550 284)	(746 099)
(Diminution) augmentation de l'encaisse, montant net	(396 310)	396 310
Encaisse au début de la période	396,310	-
Encaisse à la fin de la période	- \$	396 310 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :		
Intérêts payés	391 948 \$	354 882 \$
Impôts payés	239 520	271 056
Acquisitions d'immobilisations incluses dans les comptes fournisseurs	48 000	531 200
Conversion de dépôts sur immobilisations en acquisitions d'immobilisations	526 306	-
Remboursement impayé d'acquisitions d'immobilisations (note 6)	215 605	-

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

Imaflex Inc. (la " société ") a été constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Canada). Sa principale activité consiste à concevoir, à fabriquer et à vendre des matériaux d'emballage. Au cours de la période antérieure, la société a fait passer sa date de fin d'exercice du 31 janvier au 31 décembre afin de l'harmoniser avec celle de sa filiale en propriété exclusive, Canslit Inc. (" Canslit ").

1. Changement de convention comptable :

Rémunérations et autres paiements à base d'actions :

Au cours de l'exercice, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (" ICCA ") concernant les rémunérations et autres paiements à base d'actions. Ces recommandations définissent les normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions et aux autres paiements à base d'actions faits en contrepartie de biens ou de services. Elles s'appliquent aux opérations dans lesquelles l'entreprise consent des actions ordinaires, des options d'achat d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres. Ces recommandations préconisent l'utilisation d'une méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur pour tous les régimes de rémunérations à base d'actions destinés aux employés, mais dont l'application n'est obligatoire que pour certains types précis d'opérations à base d'actions. La société ne fait pas ce genre d'opérations. Par conséquent, ces nouvelles recommandations ont été appliquées sur une base prospective.

Bien que la nouvelle norme incite les entreprises à appliquer la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur pour toutes les attributions, elle ne permet pas que le coût de rémunération soit comptabilisé au moment de l'attribution d'options d'achat d'actions à des employés. Par conséquent, la société a choisi de maintenir en vigueur sa convention actuelle qui consiste à appliquer la méthode de comptabilisation au règlement pour son régime d'options d'achat d'actions. Aux termes de cette convention, la contrepartie versée par des employés à la levée d'options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions. De plus amples renseignements concernant le régime d'options d'achat d'actions sont présentés à la note 12 afférente aux états financiers de la société.

Au cours de l'exercice, la société a attribué 20 000 options. Si la société avait appliqué la méthode de la comptabilisation fondée sur la juste valeur (modèle Black-Scholes) pour déterminer la rémunération, le bénéfice net pro forma ainsi que le bénéfice de base et dilué pro forma par action se seraient établis respectivement à 739 210 \$ et 0,024 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002. Conformément aux nouvelles recommandations, les montants pro forma excluent l'incidence des attributions faites avant le 1^{er} janvier 2002.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 2)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

2. Principales conventions comptables :

- a) Mode de présentation :
Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.
- b) Périmètre de consolidation :
Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de sa filiale en propriété exclusive, Canslit. Tous les soldes et opérations intersociétés importants ont été annulés.
- c) Stocks :
Les matières premières et les fournitures sont inscrites au prix coûtant ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux. Les produits finis sont constatés au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le prix coûtant est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti.
- d) Immobilisations :
Les immobilisations, autres que les biens détenus en vertu des contrats de location-acquisition, sont constatées au prix coûtant, ce qui inclut les intérêts capitalisés qui sont directement attribuables à leur acquisition, à leur construction et à leur aménagement. Les biens détenus en vertu des contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des loyers minimums au moment de l'entrée en vigueur des contrats. L'amortissement est calculé selon les méthodes et les taux ou périodes suivants, déduction faite de la valeur de récupération estimative de certains éléments d'actif :

Élément d'actif	Méthode	Taux ou période
Matériel de production	Linéaire	De 2 à 10 ans
Matériel de bureau	Solde Dégressif	20 %
Matériel informatique	Linéaire	3 1/2 ans
Matériel détenu en vertu des contrats de location-acquisition	Linéaire	10 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 3)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtee au 31 décembre 2001

2. Principales conventions comptables (suite) :

e) Devises étrangères :

Les éléments d'actif et de passif monétaires qui sont libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou pertes de change sont pris en compte dans le calcul du bénéfice.

f) Impôts sur les bénéfices :

La méthode axée sur le bilan est utilisée pour calculer les impôts sur les bénéfices. Aux termes de cette méthode, des impôts futurs sont constatés au titre des écarts temporaires entre la valeur comptable des éléments inscrits aux états financiers et leur valeur fiscale. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont mesurés au moyen des taux d'imposition en vigueur qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels les écarts temporaires devraient être recouvrés ou réglés. L'incidence sur les actifs et passifs d'impôt futurs d'un changement de taux d'imposition est prise en compte dans les résultats de l'exercice pendant lequel ce changement a lieu. Le montant d'actifs d'impôt futurs qui est constaté se limite à celui dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable.

g) Espèces et quasi-espèces :

Les espèces et quasi-espèces s'entendent des placements à court terme hautement liquides ayant une échéance de quatre-vingt-dix jours ou moins.

h) Utilisation d'estimations :

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants d'actif et de passif qui sont déclarés, sur la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants de produits et de charges qui sont déclarés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

i) Régimes de rémunération à base d'actions :

Aucune charge de rémunération n'est constatée au titre des régimes dans le cadre desquels des actions ou des options d'achat d'actions sont émises à de hauts dirigeants. Toute contrepartie que ceux-ci versent à la levée d'options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée au capital-actions. Si des actions ou des options d'achat d'actions sont rachetées à des employés, l'excédent de la contrepartie versée sur la valeur comptable des actions ou des options d'achat d'actions annulées est imputé aux bénéfices non répartis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 4)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtee au 31 décembre 2001

3. Acquisition d'une entreprise :

Le 29 mars 2001, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Canslit en échange d'une contrepartie initiale de 162 501 \$ devant être réglée par l'émission de 750 000 actions de catégorie A de la société. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple.

La convention d'achat d'actions renfermait une clause de contrepartie conditionnelle, laquelle serait fondée sur les résultats de Canslit pour les exercices se terminant les 31 décembre 2002, 2003 et 2004, ce qui pouvait donner lieu à l'émission d'un nombre maximal de 750 000 actions de catégorie A supplémentaires de la société. Étant donné que les résultats de Canslit n'ont pas atteint le niveau minimal prévu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, seules 500 000 actions de catégorie A supplémentaires de la société peuvent être émises. Le montant du solde de cette contrepartie conditionnelle, si elle est versée, ne peut être déterminé à l'heure actuelle et a donc été ignoré aux fins du calcul du prix d'acquisition.

En juillet 2001, la société a mis en œuvre un plan de restructuration visant à rationaliser les établissements de Canslit situés à Milton (Ontario) et à Pointe-Claire (Québec) et à en regrouper les activités dans une usine plus vaste à Victoriaville (Québec). Ce plan a inclus la consolidation de certaines fonctions de sorte à pouvoir mieux gérer les activités de fabrication de cette entreprise. La charge de restructuration comprend les coûts des indemnités de départ et les frais de déménagement. La rationalisation a été parachevée vers la fin de décembre 2001.

4. Comptes clients :

Les comptes clients sont constitués de ce qui suit :

	2002	2001
Comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	4 358 433 \$	4 573 063 \$
Autres (note 6)	272 480	111 289
	4 630 913 \$	4 684 352 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 5)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtee au 31 décembre 2001

5. Stocks :

Les stocks sont constitués de ce qui suit :

	2002	2001
Matières premières et fournitures	1 697 000 \$	1 358 850 \$
Produits finis	699 000	456 850
	2 396 000 \$	1 815 700 \$

6. Immobilisations :

Les immobilisations sont comme suit :

	2002		2001	
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel de production	14 177 453 \$	5 197 948 \$	8 979 505 \$	6 756 761 \$
Matériel de bureau	78 265	48 556	29 709	37 136
Matériel informatique	38 353	24 740	13 613	15 831
Améliorations locatives	315 864	87 096	228 768	224 014
	14 609 935	5 358 340	9 251 595	7 033 742
Biens détenus en vertu des contrats de location-acquisition				
Matériel de production	1 581 666	799 144	782 522	940 689
Matériel de bureau	13 792	8 314	5 478	6 848
	1 595 458	807 458	788 000	947 537
	16 205 393 \$	6 165 798 \$	10 039 595 \$	7 981 279 \$

Un ancien actionnaire de Canslit a convenu de rembourser à la société la somme de 215 605 \$ se rapportant à des immobilisations achetées pour remettre à neuf une partie du matériel de fabrication de Canslit. Ce montant est inclus dans les autres comptes clients au bilan.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 6)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

7. Placement à long terme :

Le placement à long terme est constitué de 1 125 (1 625 en 2001) actions privilégiées d'une société affiliée et est inscrit au prix coûtant. Ces actions doivent être rachetées par la société affiliée au plus tard le 19 janvier 2004 à un montant équivalant à la contrepartie qu'elle a reçue à leur émission. Au cours de l'exercice, la société affiliée a racheté 500 actions privilégiées au prix coûtant pour une contrepartie totale de 50 000 \$.

8. Dette bancaire :

La société a obtenu de ses banquiers des marges de crédit d'exploitation pouvant atteindre 3 350 000 \$ et portant intérêt au taux préférentiel majoré de pourcentages variant de 0,25 % à 0,75 %. Ces marges de crédit sont garanties par des comptes clients, des stocks et des immobilisations.

9. Dette à long terme :

La dette à long terme se compose des éléments suivants :

	2002	2001
Emprunt aux termes du Programme investisseurs immigrants du gouvernement du Québec portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 20 833 \$ jusqu'en octobre 2003 et de 36 458 \$ jusqu'en octobre 2007 a)	1 958 333 \$	– \$
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,25 % et remboursable en versements mensuels de capital de 22 500 \$ jusqu'en juillet 2008. Cet emprunt est garanti par une charge grevant tous les biens actuels et futurs de la filiale, qu'ils soient meubles ou immeubles et corporels ou incorporels, ce qui inclut le matériel, l'outillage, les stocks et les comptes clients et prend rang après l'endettement bancaire, et par une sûreté fournie par la société équivalant à 50 % de l'encours de l'emprunt	1 507 500	1 552 500
Emprunt portant intérêt au taux des acceptations bancaires de 30 jours de la Banque Royale du Canada majoré de 2,80 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 32 834 \$ jusqu'en septembre 2005 et d'un dernier versement de capital et d'intérêts de 366 660 \$ en octobre 2005 et garanti par du matériel de production	1 249 281	1 522 802
Soldes à reporter	4 715 114	3 075 302

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 7)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

9. Dette à long terme (suite) :

	2002	2001
Soldes reportés	4 715 114 \$	3 075 302 \$
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %, remboursable en versements mensuels de capital de 16 667 \$ jusqu'en mars 2007 et en un dernier versement de capital de 15 756 \$ en avril 2007 et garanti par du matériel de production	865 756	1 000 000
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 8 333 \$ jusqu'en décembre 2005 et garanti par une garantie de la société	300 000	-
Emprunt aux termes du Programme investisseurs immigrants du gouvernement du Québec portant intérêt au taux des acceptations bancaires de 30 jours de la Banque Royale du Canada majoré de 1,30 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 13 517 \$ jusqu'en juin 2004 et garanti par du matériel de production	232 210	375 920
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %, remboursable en versements mensuels de capital de 4 750 \$ jusqu'en octobre 2003 et de 2 750 \$ par la suite jusqu'en juillet 2006 b)	138 250	195 250
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %, remboursable en versements mensuels de capital de 2 400 \$ jusqu'en février 2005 b)	62 400	91 200
	6 313 730	4 737 672
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	1 383 571	748 031
	4 930 159 \$	3 989 641 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 8)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

9. Dette à long terme (suite) :

- a) La société a fait des emprunts aux termes du Programme investisseurs immigrants du gouvernement du Québec (" PIIGQ ") s'élevant à 1 750 000 \$. Afin de garantir aux créanciers les obligations qu'elle a contractées à l'égard de ces emprunts, la société a établi une fiducie et a nommé PIIGQ comme bénéficiaire. La société a également transféré à la fiducie des effets bancaires qu'elle avait achetés à rabais pour un montant de 1 419 740 \$, échéant dans cinq ans le 31 octobre 2007 pour un montant de 1 750 000 \$. La loi en vertu de laquelle la fiducie a été créée stipule que les obligations garanties seront réglées au moyen du produit reçu à l'échéance des effets bancaires. En outre, cette loi oblige le fiduciaire à endosser les effets à l'échéance et à affecter le produit tiré de cet endossement au règlement de toute obligation découlant de la fiducie.
- b) Ces emprunts sont garantis par une charge grevant tous les biens actuels et futurs de la société, qu'ils soient meubles ou immeubles et corporels ou incorporels, ce qui inclut le matériel, l'outillage, les stocks et les comptes clients et prennent rang après la dette bancaire.

Les intérêts sur la dette à long terme se sont élevés à 354 724 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 (310 728 \$ pour la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001).

Le total des montants exigibles sur la dette à long terme au cours de chacun des cinq exercices postérieurs au 31 décembre 2002 et par la suite est le suivant :

2003	1 383 571 \$
2004	1 473 731
2005	1 671 839
2006	926 750
2007	700 339
Par la suite	157 500
	<hr/>
	6 313 730 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 9)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtee au 31 décembre 2001

10. Obligations en vertu des contrats de location-acquisition :

La société a conclu des contrats de location à long terme en vertu desquels elle doit verser les loyers minimums suivants :

	2002	2001
Période arrêtee le 31 décembre (31 janvier) :		
2002	- \$	375 399 \$
2003	127 039	127 039
Total des loyers minimums	127 039	502 438
Moins les montants représentant les intérêts (à des taux variant de 7 % à 14 %)	5 812	34 373
Valeur actualisée des loyers minimums nets en vertu des contrats de location-acquisition	121 227	468 065
Tranche des obligations en vertu des contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	121 227	347 322
	- \$	120 743 \$

11. Impôts sur les bénéfices :

La provision pour impôts diffère du montant qui serait calculé en appliquant les taux d'imposition fédéral et provinciaux du Canada au bénéfice avant les impôts. Les facteurs à l'origine des différences et les incidences fiscales connexes sont comme suit :

	2002 (12 mois)	2001 (11 mois)
Bénéfice avant les impôts	1 129 877 \$	473 400 \$
Taux prévu	31,15 %	31,15 %
Impôts prévus	352 000	147 500
Ajustements :		
Déduction pour les nouveaux investissements au Québec	(44 200)	(38 200)
Charges non admises en déduction	17 100	18 400
Avantage non constaté des pertes subies par la filiale pendant la période	55 300	272 900
Autres	9 892	1 437
	390 092 \$	402 037 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 10)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

11. Impôts sur les bénéfices (suite) :

	2002 (12 mois)	2001 (11 mois)
Composition :		
Impôts exigibles	196 975 \$	219 000 \$
Impôts futurs	193 117	183 037
Charge d'impôts	390 092 \$	402 037 \$

Ce qui suit donne le détail des impôts futurs :

	2002	2001
Actif :		
Pertes de la filiale reportées prospectivement	328 200 \$	272 900 \$
Provision pour moins-value	(328 200)	(272 900)
	-	-
Passif :		
Immobilisations	1 362 913 \$	1 169 796 \$
Passif d'impôts futurs, montant net	1 362 913 \$	1 169 796 \$

La filiale de la société dispose d'environ 937 000 \$ de pertes autres qu'en capital qu'elle peut reporter pour réduire le bénéfice imposable au cours d'exercices futurs et qui viennent à échéance comme suit :

Échéance	Montant
2007	237 000 \$
2008	699 000
2009	1 000
	937 000 \$

L'avantage découlant des pertes fiscales sera constaté lorsqu'il sera réalisé.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 11)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

12. Capital-actions :

Le capital-actions se compose de ce qui suit :

	2002	2001
Autorisé :		
Un nombre illimité d'actions de catégorie A, donnant droit de vote, participatives, sans valeur nominale		
Un nombre illimité d'actions de catégorie B, ne donnant pas droit de vote, participatives, sans valeur nominale, pouvant être émises en tout temps en une ou plusieurs séries		
Un nombre illimité d'actions de catégorie B, série 1, convertibles au gré du porteur en actions de catégorie A sous réserve que le pourcentage d'actions de catégorie A détenues dans le public par suite de cette conversion ne soit pas inférieur à 20 % du nombre total d'actions de catégorie A émises et en circulation		
Émis et en circulation :		
28 468 334 actions de catégorie A (19 215 002 en 2001)	1 818 893 \$	1 367 751 \$
2 566 668 actions de catégorie B, série 1 (11 700 000 en 2001)	121 722	554 864
	1 940 615 \$	1 922 615 \$

Le bénéfice par action a été calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002, soit 31 010 002 (30 846 820 pour la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001).

En 2001, la société a, en rapport avec l'acquisition de Canslit, émis 750 000 actions de catégorie A. Le 29 mars 2001, 250 000 actions de catégorie A ont été déposées en mains tierces et seront libérées lorsque le vendeur aura respecté ses engagements et ses garanties.

Au cours de l'exercice, la société a émis 120 000 actions de catégorie A à la levée d'options d'achat d'actions pour un produit net de 18 000 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 12)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

12. Capital-actions (suite) :

Le 1er décembre 1998, 13 333 334 actions de catégorie A et 11 700 000 actions de catégorie B, série 1 ont été déposées en mains tierces. Le tiers des 13 333 334 actions de catégorie A et de 4 000 000 d'actions de catégorie B, série 1 devaient être libérées de l'entiercement à chacun des premier, deuxième et troisième anniversaires de l'opération de prise de contrôle inversée. Toutes ces actions de catégorie A et de catégorie B, série 1 ont été libérées de l'entiercement conformément à cette entente. Aux termes d'une convention de libération de l'entiercement en fonction du rendement, le reste des actions de catégorie B, série 1 qui sont entiercées, soit 7 700 000, devaient être libérées au fur et à mesure que la société réaliserait des flux de trésorerie d'un montant précis. Les actions de catégorie B, série 1 ont toutes été libérées de l'entiercement aux termes de cette convention (5 133 332 au 31 décembre 2001).

Au cours de l'exercice, 9 133 332 actions de catégorie B, série 1 ont été converties en actions de catégorie A sans contrepartie supplémentaire.

Par suite de l'opération de prise de contrôle inversée qui a eu lieu en date du 1er décembre 1998, les valeurs juridique, fiscale et comptable du capital-actions ont grandement changé.

Régime d'options d'achat d'actions :

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions (le " régime ") de la société, 10 % des actions de catégorie A, qui sont émises et en circulation à l'occasion, sont réservées aux fins des options d'achat d'actions. Selon les modalités du régime, le conseil d'administration établit la durée des options et celles-ci ne peuvent être octroyées qu'aux administrateurs, dirigeants et employés de la société et de ses filiales. Les options sont octroyées à un prix de levée qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la société à la date de l'octroi. Les options peuvent être levées pendant des périodes maximales de cinq ans et leur prix de levée doit être réglé en entier au moment de leur levée.

Ce qui suit indique les options en circulation aux termes du régime :

	2002		2001	
	Options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
En circulation au début de la période	725	0,30 \$	340	0,26 \$
Octroyées	20	0,24	400	0,33
Échues	(60)	0,34	(15)	0,33
Levées	(120)	0,15	-	-
En circulation à la fin de la période	565	0,33 \$	725	0,30 \$
Pouvant être levées à la fin de la période	245		270	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 13)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtee au 31 décembre 2001

12. Capital-actions (suite) :

Le tableau suivant présente des renseignements sur les options en circulation au 31 décembre 2002 :

Options en circulation			Options pouvant être levées		
Prix de levée	Options en circulation (en milliers)	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix de levée	Options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
0,24 \$	20	2,4	0,24 \$	10	0,24 \$
0,30 \$	20	1,5	0,30	20	0,30
0,33 \$	425	3,0	0,33	215	0,33
0,34 \$	100	3,5	0,34	–	–
De 0,24 \$ à 0,34 \$	565	3,0	0,33 \$	245	0,32 \$

13. Opérations entre apparentés :

Au cours de la période et dans le cours normal des affaires, la société a conclu des opérations courantes avec des apparentés. Ces opérations ont été mesurées au montant d'échange, soit au montant de la contrepartie qui a été fixé et convenu par les apparentés. Le détail de ces opérations est le suivant :

	2002 (12 mois)	2001 (11 mois)
Frais de gestion	191 800 \$	187 000 \$
Commissions	96 000	138 000
Loyers	437 455	283 250

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 14)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

14. Engagements :

Les loyers minimums futurs que la société devra verser en vertu des contrats de location-exploitation portant sur des installations sont approximativement les suivants :

2003	411 000 \$
2004	423 000
2005	423 000
2006	423 000
2007	435 000
Par la suite	2 398 000
	4 513 000 \$

15. Éventualités :

La société pourrait être éventuellement responsable du règlement de lettres de crédit en cours totalisant environ 437 000 \$.

16. État des flux de trésorerie :

Ce qui suit donne le détail de la variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation :

	2002	2001
Comptes clients	269 044 \$	(267 705) \$
Stocks	(580 300)	369 649
Charges payées d'avance	(2 734)	54 633
Comptes fournisseurs et charges à payer	(49 199)	(40 512)
Impôts exigibles	(51 648)	(59 864)
	(414 837) \$	56 201 \$

17. Instruments financiers :

a) Gestion du risque de change :

Une partie des produits et des charges de la société sont libellés en dollars US. La société n'utilise aucun contrat de change à terme pour réduire son risque de change puisque les produits en dollars US constituent une couverture naturelle des charges libellées dans cette monnaie.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 15)

Exercice terminé le 31 décembre 2002 et période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001

17. Instruments financiers (suite) :

b) Risque de crédit :

Le crédit que la société octroie est fonction d'une évaluation de la situation financière de chaque client et de la capacité qu'elle a d'obtenir une assurance-crédit à l'égard de celui-ci. Une provision pour pertes sur créances est prise en compte dans les états financiers.

c) Informations sur la juste valeur :

Les estimations quant à la juste valeur sont faites à un moment précis dans le temps et au moyen des enseignements disponibles sur l'instrument financier concerné. Ces estimations sont de nature subjective et donnent souvent des résultats imprécis.

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur à la date du bilan en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. Quant à la dette à long terme et aux obligations découlant de contrats de location-acquisition, la valeur comptable de ces passifs se rapprochait également de leur juste valeur à la date du bilan.

d) Risque de taux d'intérêt :

La société est exposée au risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt en raison surtout de son financement à court et à long terme, lequel porte intérêt à taux flottants.

18. Informations sectorielles :

La société n'a qu'un seul secteur d'exploitation isolable, soit celui de la conception, de la fabrication et de la vente de matériaux d'emballage. Elle mène des activités uniquement au Canada.

Les ventes à l'exportation réalisées aux États-Unis se sont élevées à 5 407 613 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 (3 016 936 \$ pour la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001).

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

DIRIGEANTS

Joseph Abbandonato,
président et chef de la direction

Tony Abbandonato,
directeur de la production et secrétaire

Gerry Phelps,
vice-président - Exploitation

Pierre Senecal,
vice-président - Ventes

Roberto Longo, c.a.
contrôleur de la Société

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration établit les objectifs et l'orientation à long terme de la Société. Il se réunit régulièrement tout au long de l'année afin d'examiner la progression de la Société vers ses objectifs et de recommander des principes et des méthodes visant à optimiser le rendement.

Joseph Abbandonato,
président du Conseil d'administration et président

Tony Abbandonato,
secrétaire

Bernard Matte,
président du Conseil d'administration et chef de la direction – FPC Flexible Packaging Corp.

Pierre Myrand,
administrateur de la Société

Philip Nolan,
associé, Lavery, de Billy

Gerry Phelps,
vice-président

John Wight, f.c.a.
administrateur de la Société

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Comité de vérification et de rémunération :
John Wight, f.c.a, président; Pierre Myrand; Philip Nolan

Vérificateurs : KPMG s.r.l., Montréal, Québec

Conseiller juridique : Lavery, de Billy, Montréal, Québec

Inscription à la bourse: Les actions d'Imaflex inc. sont inscrites sous le symbole IFX.A à la TSX Venture Exchange

Agent des transferts: Computershare Investor Services

Siège social: Imaflex Inc.
5710 Notre Dame Ouest
Montréal, Québec, Canada
H4C 1V2

Téléphone : (514) 935 – 5710

Télécopieur : (514) 935 – 0264

Courriel : info@imaflex.com

Site internet : www.imaflex.com

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le lundi 2 juin 2003 à 17 h, au Fairmont - Le Reine-Élisabeth, Salon St-Laurent, 900 René Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3B 4A5.